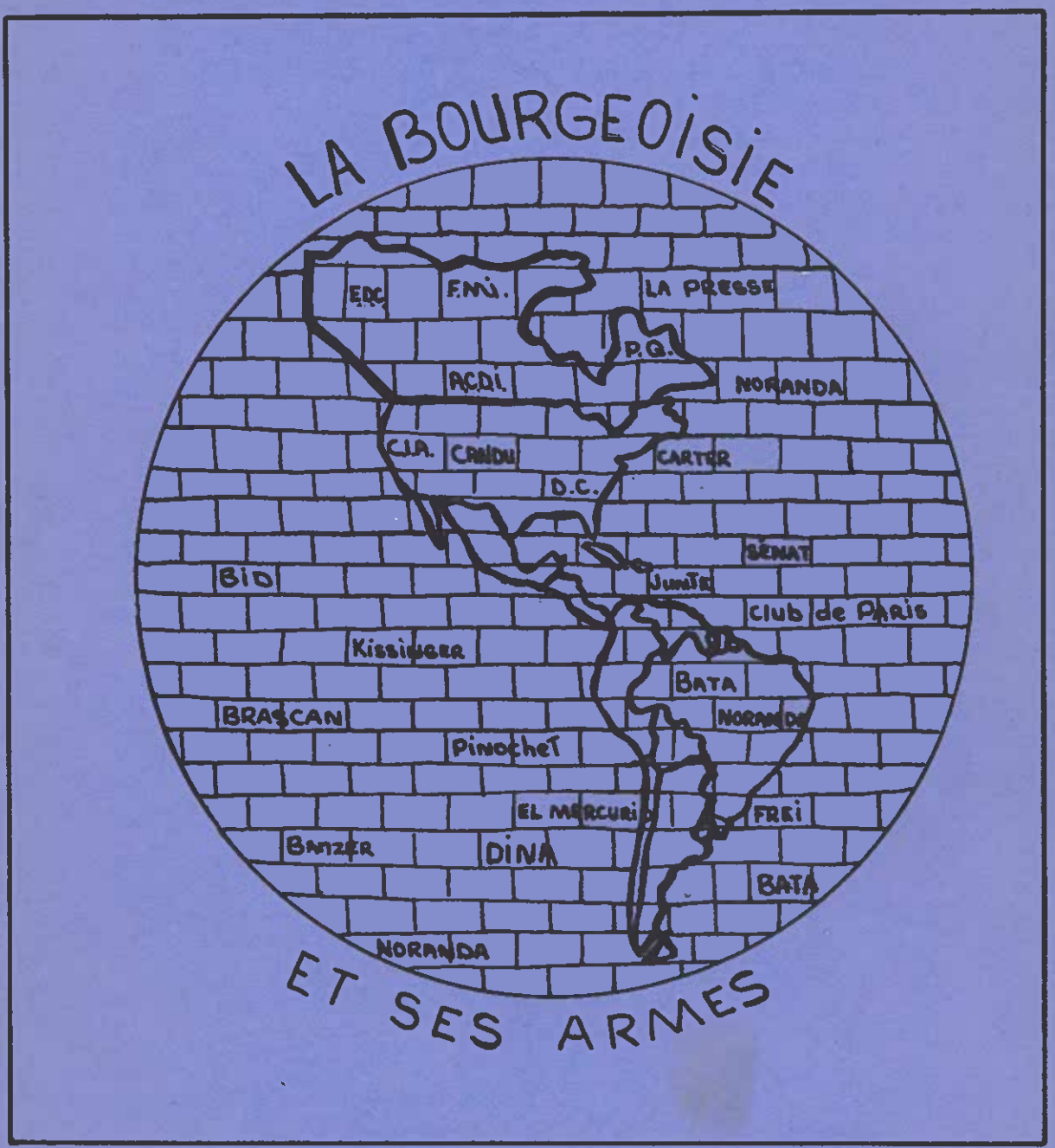
Sophie

.50

CHILI - QUEBEC

INFORMATIONS

JUILLET-AOUT 1977



COMITE QUEBEC-CHILI, 356 EST, ONTARIO
MONTREAL, H2X 1H8, TEL.: 842-8459

NUMERO 26

CHILI-QUÉBEC CHILI-QUÉBEC

QUELQUES ACQUIS DE LA CAMPAGNE NORANDA

A. Powis, président de NORANDA

"Le commerce international et les investissements à l'étranger constituent un domaine qui relève du gouvernement canadien. L'entreprise privée commettrait une erreur en voulant substituer son jugement à celui du gouvernement en ce qui regarde les pays où il est bon ou non d'investir."

P.E. Trudeau, premier ministre du Canada

"... il n'entre pas dans la politique du Gouvernement de s'inmiscer dans les transactions privées d'entreprises canadiennes ou de particuliers à l'étranger, sauf lorsqu'il s'agit de faire respecter des décisions adoptées par le Conseil de sécurité."

Ces déclarations de deux représentants bien connus de la bourgeoisie canadienne ont été faites à l'occasion de la campagne de boycott à l'investissement de 360 millions que se propose de réaliser la compagnie NORANDA MINES au Chili.

Cette campagne avait deux objectifs:

1- élever le niveau de conscience de classe des travailleurs québécois;

2- apporter un soutien à la Résistance populaire chilienne.

Pour atteindre le premier objectif, il fallait lever le voile sur les mécanismes mis en place par la bourgeoisie canadienne pour exploiter et dominer autant les travailleurs d'ici que les travailleurs d'Amérique latine. C'est ce qu'ont permis de faire le dossier Le Canada profite-il des coups d'Etat?, distribué à 5,000 exemplaires, les articles parus dans une dizaine de jounaux syndicaux ou populaires, les interventions auprès de centaines de travailleurs réunis en assemblées ou en congrès des instances syndicales (CSN-CEQ), les quelques programmes à la radio ou à la télévision.

Les grands jounaux qui avaient complètement ignoré la campagne y ont fait allusion le 30 avril, suite à l'occupation, la veille, des bureaux de la NORANDA à Montréal.

Apporter un soutien à la Résistance populaire chilienne voulait dire affaiblir les ennemis du peuple chilien: dans ce cas la dictature de Pinochet, la NORANDA et l'Etat canadien. Il fallait empêcher l'investissement de la NORANDA, soutenu par l'Etat canadien, de se réaliser. Il fallait empêcher que cet investissement aille consolider le pouvoir de Pinochet et donc la surexploitation des travailleurs chiliens.

Les quelques milliers de pétitions envoyées au président de la NORANDA et à Trudeau, les résolutions votées par les instances syndicales sont encore insuffisantes pour que la bataille soit définitivement gagnée. Elles ont permis cependant de retarder l'accord final sur ce projet et elles ont forcé Powis et Trudeau à se démasquer un peu plus, en essayant de se défendre.

Quand d'autres représentants de la même bourgeoisie déclarent que les "coups d'Etat militaires en Amérique latine sont très efficaces, infiniment plus rapides et beaucoup moins coûteux qu'une élection générale", les déclarations de Powis et Trudeau sur le partage des pouvoirs et le respect des juridictions font sourire. D'autant plus que les deux mentent effrontément et entrent en contradiction flagrante.

Ces quelques acquis ne doivent cependant pas nous faire oublier que la campagne de boycott à la NORANDA a été incapable d'atteindre un secteur important de la classe ouvrière, précisément celui qui aurait le plus d'intérêt à y participer, les travailleurs de la NORANDA, ceux-là même qui permettent par leur travail à la NORANDA d'accumuler ses profits et son capital qu'elle va investir ensuite ailleurs, selon que les conjonctures lui sont plus favorables. Les travailleurs de la NORANDA qui connaissent déjà le chômage dans le Nord-Ouest, qui se font tuer dans les usines de NORMETAL à Montréal ou qui deviennent sourds après 25 ans de service à la compagnie auraient avantage à mieux connaître les politiques d'investissement de leur employeur et le soutien qu'elles reçoivent de l'Etat canadien.

LE P.Q. A LA RESCOUSSE DE LA NORANDA

En juin 1977, on sait un peu mieux ce qu'entend le Parti Québécois par l'expression si souvent employée par son chef, en ce sens que si le P.Q. prenait le pouvoir, il se chargerait de "civiliser" les multinationales. "Civiliser" les multinationales, ça pouvait vouloir dire les astreindre à un plan national de développement économique, ça pouvait vouloir dire les forcer à respecter l'environnement, ça pouvait vouloir dire légiférer pour que ces compagnies respectent la santé et la vie de leurs travailleurs, etc.

Aujourd'hui, après sept mois de gouvernement péquiste, on commence à savoir dans quel sens le P.Q. entend "civiliser" les multinationales. Sans doute a-t-il plusieurs cordes à son arc pour le faire, mais l'une d'entre elles, c'est de réparer les pots cassés par les multinationales, d'investir des sommes phénoménales (tirées de nos impôts) pour amoindrir les dégâts provoqués au Québec par ces monopoles.

C'est ainsi qu'on apprenait dernièrement que l'Etat provincial investirait $65 millions de dollars pour sauver le nord-ouest québécois au cours des cinq prochaines années (Le Devoir, 20 avril 1977, p. 19). Ces millions iront à des travaux intensifs d'exploration pour découvrir plus de cuivre pour la NORANDA, à la création d'un Fonds de développement minier pour financer les prospecteurs et les "petites" compagnies minières, à la construction de chemins d'accès pour permettre aux boss de la Noranda d'aller voir "leurs" mines en carosse doré.

Par ailleurs, si le P.Q. continue d'être gentil, "honnête" et efficace (en français ou en anglais, ça dérange pas les multinationales qui parlent l'espagnol, l'italien, le portugais, etc... alors pourquoi pas le français?), la compagnie Noranda acceptera peut-être de faire sa part en ajoutant un "gros" $20 millions au $65 millions de dollars fournis par le peuple québécois et gérés par le gouvernement au pouvoir.

Qui a réduit à 60% la capacité de production dans le nord-ouest québécois? Le peuple québécois ou la Noranda ?

Qui a permis que la production québécoise de zinc ait diminuée par rapport au reste du Canada, de 33% en 1964 à 12% en 1976 ? Le peuple québécois ou la Noranda?

Qui a décidé que la production québécoise de cuivre connaisse en 1976 sa plus faible année depuis 1957? Le peuple québécois ou la Noranda?

Le désastre de l'industrie du cuivre au Québec, programmé et créé par la Noranda, va maintenant être atténué avec de l'argent de nos impôts. Non seulement la Noranda accumule son capital en volant le fruit du travail de ses ouvriers, mais en plus, ces mêmes travailleurs et l'ensemble du peuple québécois, doivent maintenant payer les pots cassés par la Noranda. Pendant ce temps, cette compagnie va investir au Chili, où les travailleurs sont surexploités et incapables pour le moment de faire valoir leurs droits.

Si c'est ça "civiliser les multinationales", le P.Q., mon oeil !

LA NORANDA A LA RESCOUSSE DES MILITAIRES ET VICE-VERSA

Pendant que les actionnaires de la Noranda se préoccupaient sérieusement de la rentabilité de leurs actions à Toronto, une quarantaine de personnes occupaient les bureaux de la compagnie à Montréal, le 29 avril dernier.

Des activités semblables se sont réalisées dans plusieurs villes du Canada dans le but de dénoncer les investissements de la Noranda au Chili et quelques représentants des Eglises Canadiennes tentaient d'intervenir sur le plancher de l'Assemblée des actionnaires de Noranda à Toronto.

Cela a provoqué un tout petit énervement dans les bureaux de cette compagnie, car les compagnies sont habituées aux soubresauts: ce sont elles qui provoquent les coups d'Etat et ce sont elles qui en profitent d'ailleurs.

La compagnie a vite envoyé un télégramme de Toronto déclarant que ses investissements étaient forts justifiés puisqu'ils donneraient de l'emploi aux chômeurs chiliens. Elle citait d'ailleurs en appui un évêque chilien qui priait Dieu pour que ce projet se réalise !

La Société pour l'Expansion des Exportations (E.D.C.) du fédéral était prête à garantir les investissements que la Noranda feraient au Chili. Ainsi la boucle serait bouclée: l'argent des contribuables canadiens passe par le Fédéral qui garantit les investissements d'une compagnie privée qui exploite les travailleurs chiliens. Le système capitaliste utilise ainsi l'argent des travailleurs pour exploiter d'autres travailleurs.

C'est contre cela que nous devons continuer de protester en attendant de pouvoir renverser la vapeur des forces de l'exploitation. Les bureaux de la Noranda ont été occupés mais le problème ne sera résolu que lorsque les travailleurs et le peuple prendront le contrôle de toute la Compagnie, de la Société pour l'Expansion des Exportations (E.D.C.), etc., pour renverser l'Etat lui-même.

C'est pour avancer vers ce but que nous devons travailler à boycotter la junte militaire chilienne, la compagnie Noranda et "notre" Société pour l'Expansion des Exportations.

LA SOCIETE POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS

OU COMMENT VOTRE ARGENT
FINANCE LES MULTINATIONALES
CANADIENNES

LA E.D.C. : DES FAITS ET DES CHIFFRES

La Société pour l'Expansion des Exportations (E.D.C.) est une société de la Couronne créée à la suite de l'Acte de développement de l'exportation en 1969 pour succéder à la "Export Credits Insurance Corporation". La compagnie offre une assistance financière aux exportateurs canadiens, spécialement ceux qui veulent exploiter des marchés à l'extérieur de l'Amérique du Nord.

La E.D.C. offre quatre types d'assistance aux exportateurs:

1. Garantie de crédit qui assure les entreprises canadiennes contre le non-paiement de marchandises et de services canadiens vendus à l'étranger.
2. Prêts à long terme accordés aux acheteurs étrangers qui se procurent de l'équipement et des services techniques en provenance du Canada.
3. Garantie sur les investissements à l'étranger qui assure les Canadiens contre la perte d'investissements occasionnée par des changements d'ordre politique.

4. *Les banques à charte ou autres institutions financières peuvent bénéficier de garanties contre les pertes encourues en finançant soit le fournisseur canadien ou l'acheteur étranger dans une transaction d'exportation.*

La E.D.C. s'est développée rapidement depuis 1969. Le plafond sur les prêts directs de la compagnie avait au début été fixé à $ 600 millions. En 1971, le maximum fut élevé à $ 850 millions. De nouveau en 1974, les plafonds de la compagnie pour les garanties de crédit, pour les prêts à long terme et les garanties furent substantiellement haussés. La Société est actuellement autorisée à prendre des engagements pour un maximum de $ 4,250 millions. Elle se propose de demander une autre hausse substantielle de ses plafonds.

LA SOCIETE POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS - AGENCE DE FINANCEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT DES COMPAGNIES PRIVEES

Quand la Commission de l'Energie atomique du Canada fit la manchette des journaux à la fin de l'année dernière, les Canadiens furent désagréablement surpris de découvrir qu'ils savaient bien peu de choses au sujet des activités des corporations de la Couronne. Les transactions de la Commission ayant été tenues secrètes, ils ne pouvaient rien faire pour empêcher que des paiements de $ 10,5 millions soient versés à des agents intermédiaires pour la vente des réacteurs nucléaires CANDU, alors qu'au pays, les budgets du bien-être social subissaient une forte diminution.

La Société pour l'Expansion des Exportations, Société de la Couronne qui finançait la vente des CANDU en Argentine et en Corée, semble avoir échappé à l'attention du public depuis sa création en 1969. Mais il se trouve que cette organisation à peu près inconnue est aussi profondément impliquée dans les affaires du Tiers-Monde que la célèbre Agence canadienne de développement international (ACDI).

La E.D.C. a été mise sur pied pour aider l'industrie canadienne à se développer à l'étranger, spécialement dans le secteur manufacturier qui est en général le secteur le plus faible de l'économie canadienne. Le E.D.C. finance environ 40% du capital canadien sur les marchés hors de l'Amérique du Nord.

Les contribuables canadiens s'étonneront d'apprendre que plusieurs affaires conclues par la E.D.C. impliquaient des conflits d'intérêt et que c'est souvent intentionnellement que les transactions de la société sont gardées secrètes. Ils pourraient être scandalisés devant la complaisance de la E.D.C. à l'égard de gouvernements répressifs tel celui de la Junte chilienne.

L'automne dernier, la E.D.C. annonça que le Chili serait parmi les bénéficiaires d'une entente pour financer la vente de produits et de services canadiens évalués à $ 103 millions. Le président de la E.D.C., John A. MacDonald, ajouta que "les détails des projets et les noms des compagnies ne pouvaient être dévoilés pour le moment, pour des raisons commerciales".

Quand, plus tard, on demanda plus de renseignements à M. MacDonald, il révéla que l'entente avec le Chili impliquait une garantie pour les investissements à l'étranger - en d'autres mots, la garantie de la E.D.C. en cas de troubles politiques. Mais il souligna que "dans le cas de garanties pour investissements à l'étranger, nous pouvons publier le fait d'avoir procuré une garantie à un pays mais nous ne sommes pas libres de donner les montants, les noms des investisseurs ni le genre d'investissement".

La E.D.C. était auparavant venue en aide à la Junte chilienne, quelques semaines après la chute de Salvador Allende. Le Chili bénéficia alors d'un emprunt de $ 5 millions pour financer l'achat d'avions "twin otter" de la compagnie Havilland Aircraft of Canada.

Le gouvernement canadien utilise ces avions, d'apparence inoffensive, pour les opérations de sauvetage en forêt. Mais ces petits appareils à décollage et atterrissage rapides peuvent être utilisés à des fins beaucoup plus sinistres. Une annonce dans le Canadian Defense Quarterly indique que le "otter" peut être utilisé pour transporter des troupes sur de courtes distances. En d'autres mots, il peut être utile contre les insurrections. Des dictateurs comme le Général Pinochet au Chili peuvent trouver cet avion utile dans leur lutte pour supprimer les mouvements de libération.

Un consortium de banques canadiennes a aussi partiellement financé l'achat de "twin otters" au moyen d'un prêt de $ 3,500,000. La E.D.C. a très généreusement consenti à protéger les banques contre tout risque possible et a garanti environ 60% du remboursement.

Un fonctionnaire haut placé de la E.D.C. soutient que ce prêt avait déjà été "négocié avec le gouvernement d'Allende et ses représentants", alors qu'en fait, certains Canadiens avaient été choqués par la mauvaise foi de la E.D.C. pour négocier avec le gouvernement d'Allende. En 1973, le député W. B. Nesbitt s'était plaint que la E.D.C. avait refusé de financer un projet chilien négocié par l'intermédiaire d'une firme de l'Ontario, bien que "les obligations financières que le Chili avait contractées avaient toujours été acquittées à temps". Nesbitt avait "discuté de cette affaire avec les officiels de la E.D.C. et on l'avait informé qu'ils agissaient selon la politique du gouvernement qui était de ne pas accorder de prêts au Chili pour le moment".

Cependant, depuis le coup d'Etat, la E.D.C. a aidé la Junte non seulement par des prêts et des garanties, mais aussi par des concessions sur les paiements de l'énorme dette du Chili envers les pays étrangers. En 1974 et 1975, la Junte a convaincu ses créanciers étrangers de retarder les échéances de paiements de sa dette.

En 1975, le Club de Paris, qui groupe les pays créanciers, consentit à refinancer 70% des paiements dûs par le Chili. Le Canada a collaboré à ce nouvel échéancier, en plus de permettre à la Junte de conserver l'argent qu'elle aurait dû remettre au Canada.

La E.D.C. détient $ 18,7 millions de la dette du Chili envers le Canada. Quand le député John Rodriguez demanda pourquoi le nouvel échéancier de la dette n'avait pas été mentionné dans le rapport annuel de la E.D.C., on lui répondit seulement que "la E.D.C. faisait maintenant son rapport sur les nouvelles échéances des dettes aux groupes concernés".

Quand M. Rodriguez enquêta plus avant sur la garantie des investissements canadiens au Chili depuis 1970, on lui dit de se mêler de ses affaires. "Par tradition et par principe d'ordre commercial, les sociétés de la Couronne n'ont jamais été obligées par le Parlement à répondre à des questions détaillées sur leur administration et leurs opérations" lui répondit d'un ton hautain M. Alastair Gillespie, alors ministre de l'Industrie et du Commerce.

La E.D.C. ne garda pas seulement le secret au sujet de ses récents contrats avec le Chili. Ses porte-paroles refusent constamment de révéler les détails de ses transactions ayant des incidences politiques. Selon M. MacDonald, les hommes d'affaires soutenus par l'argent du Gouvernement ont droit au secret; il refusa l'an dernier de répondre à une

demande d'information en expliquant que "si les hommes d'affaires sentaient que transiger avec la E.D.C. voulait dire que leurs affaires seraient portées à la connaissance du public, peu d'entre eux voudraient faire affaires avec la E.D.C.".

La E.D.C. finance plusieurs de ses ententes secrètes avec des régimes dictatoriaux - avec la République Dominicaine et le Brésil par exemple. Le Brésil est en fait un des principaux clients de la E.D.C. et, en 1974, les généraux brésiliens ont obtenu de la société des prêts évalués à $ 72,300,000.

Le Canada a maintenant environ $ 2 milliards engagés au Brésil. Quand un gouvernement investit tant d'argent dans un pays, il a tendance à s'inquiéter des changements politiques qui pourraient survenir dans sa zone d'investissements. Il mise sur la durabilité du régime existant et préfère naturellement la stabilité à l'agitation en faveur des droits de l'homme.

SUBVENTIONS AUX MULTINATIONALES: UN BIENFAIT POUR LES CANADIENS?

La E.D.C. se définit comme étant un bienfait pour les Canadiens, une institution qui fournit des emplois et favorise l'industrie canadienne. Cependant, en 1973, le débat parlementaire sur la E.D.C. révéla que la plus grosse partie de l'aide financière fournie par la E.D.C. était accaparée par quelques grosses corporations multinationales. Dans plusieurs cas, les compagnies américaines obtiennent l'argent du Gouvernement canadien par l'intermédiaire de leurs filiales canadiennes.

En 1972, par exemple, la E.D.C. signait une entente accordant un prêt qui s'élevait à un total de $ 283 millions. $ 63,685,000 de ce montant servit à faciliter l'achat de marchandises à la General Motors et à la MLW Worthington, deux compagnies américaines. Le député Sinclair Stevens calcula qu'en tout, $ 126 millions de ces $ 283 millions furent destinés à des filiales canadiennes de compagnies américaines. De nouveau, en 1976, M. Stevens souligna que trois grandes compagnies avaient reçu la part du lion de l'aide financière de la E.D.C. durant l'année précédente. Les compagnies Babcox & Wilcox et Hawker-Siddeley, toutes deux sous contrôle étranger, reçurent chacune des contrats pour environ $ 110 millions. Marine Industries, contrôlé par la famille Simard à laquelle appartient l'épouse de M. Robert Bourassa, reçut près de $ 130 millions en contrats.

Trop souvent, les multinationales se mettent à la recherche du pays qui leur offrira le meilleur marché pour l'exportation. "Les représentants officiels du commerce canadien sont de plus en plus frustrés à cause des filiales canadiennes sous contrôle étranger qui ne font affaires que si Ottawa offre un financement ou une aide spéciale pour l'exportation" rapportait le Financial Post à la fin de 1976. "Si une aide financière n'est pas disponible, trop souvent les filiales se font dire de laisser le siège social s'occuper des ententes internationales".

LA GRANDE INDUSTRIE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Il suffit d'un coup d'oeil sur la liste des membres du Conseil d'administration de la E.D.C. pour comprendre les liens étroits qui unissent les représentants de la grande entreprise et le gouvernement au sein de cette société de la Couronne. Le Conseil d'administration comprend sept représentants officiels du Gouvernement et cinq représentants de l'Industrie. Vous ne trouverez pas le propriétaire de votre petit magasin du coin dans ce Conseil d'administration; les représentants de l'Industrie sont habituellement en étroite relation avec les compagnies les plus puissantes du Canada.

Plusieurs membres récents du Conseil d'administration gèrent des compagnies qui ont bénéficié de l'aide financière de la E.D.C. M. Paul Leman, par exemple, président de L'Aluminum Company of Canada, fut nommé au Conseil en 1969. En 1970, l'Alcan obtenait $ 7,500,000. de la E.D.C. pour un contrat avec l'Argentine. Quand le député Lorne Nystrom demanda des explications sur le conflit d'intérêt qui pouvait exister dans le cas de M. Leman, M. Gillespie lui répondit que M. Leman avait fait état de son intérêt et s'était abstenu de voter. M. Gillespie ne dit évidemment rien des démarches qu'aurait pu faire M. Leman ni des relations amicales qu'il pouvait entretenir avec les autres membres du Conseil. Soit dit en passant, l'Alcan a également reçu une aide financière de la E.D.C. en 1969 et en 1975.

Un ex-membre du Conseil d'administration, M. J. H. Smith, est président de la Havilland Aircraft qui finança six projets par l'intermédiaire de la E.D.C. entre 1969 et 1975. La Compagnie de P.R. Sandwell, autre ex-membre du Conseil, la Sandwell & Company, a signé un contrat de $ 6,233,000. il y a plusieurs années.Et, encore l'année dernière, la Swan Wooster Engineering Company signa un contrat pour fournir des services d'ingénierie au Gouvernement de Panama, alors que M. I.S. Ross, président de la Swan Wooster, siégait comme membre du Conseil d'administration de la E.D.C.

Les liens qui unissent la grande industrie et le gouvernement au sein de la E.D.C. expliquent bien pourquoi les brochures publicitaires consacrées à la E.D.C. omettent un des buts principaux de la société: le développement de compagnies déjà importantes.

Mais les officiels de la E.D.C. s'entêtent à parler de la soi-disant aide que tous les Canadiens peuvent en retirer et M. MacDonald va jusqu'à proclamer que "nous sommes la seule société de la Couronne qui ne coûte pas un sou aux contribuables". La E.D.C. a constamment opéré à profit, selon M. MacDonald; elle a encaissé $ 12,8 millions en 1975 et $ 19 millions en 1976.

Il serait toutefois difficile de prouver les déclarations de M. MacDonald. La principale source d'approvisionnement de la E.D.C. est le Ministère des finances du gouvernement fédéral. La magnanimité du gouvernement "permet à la E.D.C. de financer l'exportation à des taux compétitifs parce que, jusqu'à maintenant, aucun dividende n'est payé au gouvernement et son argent est placé dans la société sans frais", selon un officiel haut placé de la E.D.C.

Et la société a constamment besoin de nouveaux fonds du gouvernement. "A ce moment-ci (en 1976), la E.D.C. accorde plus de prêts qu'elle ne reçoit de remboursements; ceci explique les nouveaux besoins d'approvisionnement en 1974 et le nouveau plafond" explique le porte-parole. Et M. MacDonald lui-même reconnaît que dans le passé, "nous représentions une saignée de $ 400- $ 500 millions annuellement pour le Ministère des finances". Parce qu'elle épuisait les ressources du gouvernement, la société commença à faire quelques emprunts à l'étranger au début de 1976.

Le profit apparent de $ 14 millions de la E.D.C. dissimule la honteuse réalité selon laquelle les contribuables canadiens subventionnent les entreprises lucratives de la grande industrie. Quand le gouvernement fournit de l'argent sans frais à la E.D.C., les Canadiens perdent l'intérêt qui aurait pu être gagné si cet argent avait été investi ailleurs. Ou, vu d'une autre perspective, le gouvernement garantit généreusement les contrats commerciaux, mais ne peut trouver de l'argent pour répondre aux besoins criants qui se font sentir dans certains secteurs, tel celui du transport public.

■ UN DÉVELOPPEMENT PERTURBÉ

Une annonce parue récemment dans le Financial Post prétend que les programmes de la E.D.C. offrent de substantiels "profits à la fois au Canada et au pays partenaire". Le pays importateur "acquiert une technologie très en demande, une infrastructure industrielle et des devises".

La plupart des contrats de la E.D.C. sont négociés avec des pays habituellement considérés comme étant sous-développés. Mais contrairement à l'Agence canadienne de développement international, la E.D.C. se préoccupe avant tout de la croissance de l'économie canadienne, et non du développement des pays partenaires. Cette société peut bien exprimer des voeux pieux sur les effets de ses programmes, mais ses prêts sont uniquement consentis à partir de considérations commerciales. "La politique de la E.D.C. est d'éviter les éléphants blancs" déclarait un officiel de la E.D.C.

Un coup d'oeil sur quelques projets de la E.D.C. fait rapidement disparaître le mythe des "bénéfices mutuels". En 1973, le député Reg Stackhouse se plaignit au sujet de la participation de la E.D.C. dans la construction d'un hôtel de luxe dans les Caraibes. Il se demandait "si c'était là le meilleur moyen d'utiliser l'argent fourni par les contribuables du Canada pour satisfaire les besoins des citoyens ordinaires des pays des Caraibes ou d'autres parties du monde".

En fait, la E.D.C. finance souvent des projets qui perturbent l'économie naissante des pays du Tiers-Monde. En août 1976, par exemple, la société signa une entente avec le gouvernement de la Côte d'Ivoire pour la construction d'un complexe de $ 172 millions pour la production du sucre. Le principal bénéficiaire de ce marché est la Redpath Sugar, une filiale canadienne de la multinationale anglaise Tate & Lyle.

Comme beaucoup de pays du Tiers-Monde, la Côte d'Ivoire est déjà trop dépendante de l'exportation de ses matières premières. En ce moment, les matières premières constituent 95% des revenus que ce pays retire de ses exportations. La Côte d'Ivoire a autant besoin d'une usine de production de sucre brut que les Caraibes, d'un nouvel hôtel de luxe.

DOCUMENTS

1. DEUX FERS AU FEU POUR LA C.I.A.

2. L'OBJECTIVITE DES MASS-MEDIA ?
   LA C.I.A. SAIT S'EN SERVIR.

1. DEUX FERS AU FEU POUR LA C.I.A.

INTRODUCTION

L'article de J.F. Petras que nous reproduisons ici apporte des faits accablants sur l'aide et la participation de la C.I.A. au renversement du gouvernement de l'Unité Populaire. Il révèle également le rôle joué par Eduardo Frei et son parti (le Parti Démocrate-Chrétien) dans la préparation du coup d'Etat. Il permet enfin de mieux comprendre les fondements de l'opposition de Frei et compagnie aux orientations politiques de la Junte, nous rappelant que celui-ci, dans un premier temps, approuva le coup d'Etat, pour ensuite garder le silence face au massacre brutal de la classe ouvrière et du peuple chilien.

Il nous apparaît important de reproduire ce texte puisqu'il permet de constater, une fois de plus, l'ingérence de la C.I.A. et du gouvernement des Etats-Unis dans la politique des pays soi-disant indépendants d'Amérique latine. Autant la C.I.A. contribua à renverser Allende en '73, autant elle contribua à mettre Frei au pouvoir en '64. Les faits révélés dans ce document nous donnent l'occasion de préciser notre position face aux luttes interbourgeoises et d'en préciser le caractère, afin d'éviter toute méprise quant à une supposée fraction bourgeoise "progressiste" (le Parti Démocrate-Chrétien).

Il est certain que peu après le coup d'Etat une opposition bourgeoise commença à se manifester. Il devenait en effet évident que la politique économique de la Junte bénéficiait à une seule fraction de la bourgeoisie, celle du grand capital monopoliste, associée aux groupes impérialistes. Le projet que veut développer au Chili l'impérialisme consiste en une "surspécialisation industrielle", dans le cadre de la nouvelle division régionale et mondiale du travail. Les couches bourgeoises moy-

ennes et petites, ainsi que des fractions de la grande bourgeoisie incapables de se mettre à la hauteur de la situation organisèrent leur résistance au projet et, par la suite, leur opposition à la Junte. Cependant, la bourgeoisie et même de vastes secteurs de la petite bourgeoisie ne remettent pas en question pour autant le régime lui-même; elles savent que dans la situation actuelle et malgré leurs divergences d'intérêts, l'ensemble des classes dominantes sont unies dans leur projet commun, le maintien du capitalisme, et que ceci aujourd'hui au Chili signifie un régime dictatorial.

Une fois la Démocratie-Chrétienne interdite et Frei perdant la carte institutionnelle qu'il jouait dans la politique chilienne, que lui reste-t-il d'autre à faire que de s'adapter à son rôle de proscrit et attendre qu'un changement dans la situation nationale ou internationale lui ouvre de nouvelles perspectives. Mais cela ne signifie pas que la Démocratie-Chrétienne soit disparue comme force politique au Chili; il ne s'agit que d'un échec, important par ailleurs: celui de Frei qui essayait de s'imposer aujourd'hui comme alternative à Pinochet.

Enfin, depuis l'élection de Carter, on dit que les milieux dirigeants des Etats-Unis, en quête d'une politique plus flexible et plus efficace pour le continent, cherchent à remplacer les dictatures par des "démocraties restreintes". Mais le projet impérialiste américain ne propose pas du tout d'en finir avec les Etats contre-révolutionnaires. Il ne faut pas se laisser mystifier: l'impérialisme pourrait tenter de remplacer un Pinochet par un Frei ou bien un autre militaire, de nettoyer un peu le visage de la dictature, mais l'Etat contre-révolutionnaire demeurera le même.

L'unique chemin pour affronter la contre-révolution aujourd'hui, c'est le développement de la révolution prolétarienne qui prend la forme d'une lutte simultanée pour la démocratie politique et pour le socialisme; la formation d'un large bloc social qui regroupe la paysannerie, le semi-prolétariat et la petite bourgeoisie urbaine autour de la classe ouvrière donnant à celle-ci les conditions pour livrer la bataille.

Trois ans après le putsch de Santiago

DEUX FERS AU FEU POUR LA C.I.A.

Une analyse des documents apporte de nouvelles précisions sur la longue préparation du coup d'Etat

Par JAMES F. PETRAS *

* Professeur, département de Sociologie, université de l'Etat de New-York à Binghamton.

Pourquoi la junte chilienne pratique-t-elle une politique qui semble la couper des couches sociales qui l'ont soutenue à son origine? Sur quelles forces politiques s'appuie-t-elle? Comment expliquer la récente opposition de M. Eduardo Frei aux orientations politiques de la junte, alors qu'il avait d'abord approuvé le coup d'Etat puis gardé le silence au plus fort des purges massives et sanglantes? Ces questions, et beaucoup d'autres, qui se posent depuis quelques mois peuvent à bon droit déconcerter.

Deux documents mettent en pleine lumière la complexité des luttes intestines entre tendances qui, à l'origine, ont donné leur soutien à la dictature militaire. Insuffisamment analysés jusqu'à ce jour, ces deux documents apportent d'utiles indications. Il s'agit, d'une part, du volumineux rapport du Sénat américain Covert Action in Chile, 1963-1973, *et d'autre part de l'analyse publiée par l'ancien président Eduardo Frei sous le titre* Sur la situation au Chili.

Le texte de l'ex-président tire son importance moins de son interprétation de la situation chilienne que des indications qu'il donne sur les orientations de certaines forces. Le rapport du Sénat américain, pour sa part, apporte des éléments irréfutables qui infirment le plaidoyer pro domo *de M. Frei, et illustrent son rôle personnel et celui de son propre parti dans la destruction de la démocratie chilienne en collaboration avec la C.I.A.*

LE nœud de toute explication réside dans la collusion entre la démocratie chrétienne chilienne et la C.I.A. Ainsi que le note le rapport du Sénat, *« le financement de partis politiques* (par la C.I.A.) *à une grande échelle en 1970-1973 n'était pas cependant sans précédents, quoique à une moindre échelle. En 1962, le* « Special Group » (prédécesseur du comité Quarante) *autorisa le versement de plusieurs centaines de milliers de dollars dans le but de renforcer le parti démocrate-chrétien en vue des élections de 1964 ».* L'influence des démocrates-chrétiens au cours de la période 1963-1973 coïncida avec ce que le rapport sénatorial décrit comme l'intervention *« massive »* des Etats-Unis : *« Les activités clandestines américaines jouèrent un rôle dans presque toutes les élections importantes au Chili dans la décennie 1963-1973. »* Le rapport sénatorial précise que la victoire électorale de Frei en 1964 fut *« l'exemple le plus marquant d'un vaste projet. L'Agence centrale de renseignements (C.I.A.) dépensa plus de 2,6 millions de dollars pour soutenir l'élection du candidat démocrate-chrétien... ».*

Le rapport passe ensuite en revue les liens entre la C.I.A. et les démocrates-chrétiens à tous les niveaux : *« Les services locaux* [de la C.I.A.] *fournissaient leur appui à toute une série de groupements paysans et professionnels, féminins et étudiants pro-démocrates-chrétiens... Ces services aidèrent les démocrates-chrétiens à mener une campagne de style américain qui englobait des sondages; l'inscription des électeurs sur les listes électorales et du porte-à-porte, en plus de la propagande secrète. »* La C.I.A. dépensa également 175 000 dollars pour aider les démocrates-chrétiens à battre les candidats de gauche aux élections au Congrès de 1965, et bien d'autres sommes encore pour tenter de battre Allende en 1970. Plus tard, entre *« 1971 et 1973, le comité Quarante autorisa* [l'octroi

par la C.I.A. do] *près de 4 millions de dollars à des partis d'opposition au Chili. La plus grande partie de l'argent alla au parti démocrate-chrétien*». Au-delà des campagnes électorales, «*l'aide de la C.I.A. permit au parti démocrate-chrétien de mettre en place une vaste organisation au niveau du quartier et du village*».

Ce qui ressort de ce document, c'est la dépendance considérable des démocrates-chrétiens, conduits par M. Frei, à l'égard de la C.I.A. : la croissance, les victoires électorales et l'organisation de masse du parti démocrate-chrétien furent en rapport étroit avec les énormes efforts et les ressources considérables que le gouvernement des Etats-Unis mit à sa disposition au cours de la période 1963-1973. Comme il était à prévoir, M. Frei, dans sa relation des récents événements, évite toute allusion à cette importante collaboration, de même que toute critique directe de l'intervention des Etats-Unis dans la politique chilienne ; il préfère discuter de l'intervention soviétique... en Tchécoslovaquie.

Néanmoins, les architectes de la politique américaine tirèrent deux importantes leçons de leur expérience avec M. Frei et les démocrates-chrétiens : premièrement, en dépit des sommes considérables versées aux démocrates-chrétiens, «*les projets d'action syndicale ou communautaire furent plutôt considérés comme des échecs dans leur tentative de s'opposer au puissant développement des idées et des organisations de gauche parmi les travailleurs, les paysans et les habitants des quartiers pauvres*»: deuxièmement, les mesures de redistribution des richesses et la politique de réformes de M. Frei n'étaient pas la meilleure approche pour favoriser les intérêts impériaux des Etats-Unis face à la croissance des mouvements populaires de gauche.

Les militaires et les moyens de propagande

Tout en continuant, par l'intermédiaire de la C.I.A., à financer massivement les démocrates-chrétiens durant toute la période Allende, les Etats-Unis commencèrent également à aider des groupes militaires et proto-fascistes considérés comme une solution de rechange à la fois au socialisme démocratique d'Allende et à la version de M. Frei de la démocratie capitaliste. A dater du 15 septembre 1970, la politique du gouvernement des Etats-Unis s'orienta explicitement vers un coup d'Etat et, tout au long des années Allende, « les fonctionnaires américains (...) reçurent instruction d'essayer de gagner de l'influence au sein de l'armée chilienne et, plus généralement, de soutenir ses activités »... **En novembre 1971, la C.I.A. fut chargée de** « créer les conditions qui mettraient le gouvernement américain en mesure de tirer profit de toute solution future, politique ou militaire, au dilemme chilien ».

Il est clair qu'au cours des années Allende les Etats-Unis s'écartèrent d'une solution « politique » de type traditionnel (remplacement du socialisme d'Allende par un régime parlementaire réformiste bourgeois) et cherchèrent un nouveau type de collaborateur politique, un régime militaire autoritaire qui accomplirait les tâches exigées sans poser de questions et sans scrupules.

En dépit de l'aide massive des Etats-Unis, les démocrates-chrétiens ne pouvaient pas, *dans le cadre d'un système électoral parlementaire*, contenir la progression de la gauche. Il ne restait qu'une option : détruire le système parlementaire et appuyer une force politique qui n'éparpillerait pas son attention entre les besoins impériaux des Etats-Unis et les contraintes démocratiques bourgeoises du système politique chilien.

Avec le groupe militaire organisé autour de Pinochet et les économistes de l'école de Chicago, les dirigeants américains trouvèrent une combinaison qui répondait on ne peut mieux à tous leurs desiderata.

De l'aveu même de la C.I.A., le principal organe de propagande en faveur du coup d'Etat, *El Mercurio*, a été «*subventionné*» pour la coquette somme de 1,5 million de dollars. Selon les appréciations de la C.I.A., «*ses efforts* [de propagande] *jouèrent un rôle significatif en préparant le terrain pour le coup d'Etat militaire*».

Au cours du premier lock-out important du patronat, en octobre 1972, la C.I.A. finança en outre l'organisation chargée de saper l'économie du Chili : «*En octobre 1972, le comité* [Quarante] *approuva l'octroi de 100 000 dollars à trois organisations du secteur privé — organisation d'hommes d'affaires, association de grands et petits entrepreneurs, et une organisation-paravent couvrant des groupes d'opposition ; cette somme fut prise sur un budget de 1,5 million de dollars destiné à soutenir des groupes d'opposition.*» Le rapport sénatorial fait ensuite remarquer que «*les grévistes antigouvernementaux ont été soutenus d'une façon active par plusieurs des groupes qui recevaient des fonds de la C.I.A.*».

Tandis que leurs intentions s'orientaient vers une solution militaire, les Etats-Unis continuaient de subventionner les partis politiques. Le rapport sénatorial note : «*Au début de 1971, les fonds de la C.I.A. permirent au parti démocrate-chrétien et au parti national d'acheter leurs propres stations de radio et leurs propres journaux... L'argent fourni aux partis politiques servit non seulement à soutenir des candidats de l'opposition dans les différentes élections, mais il leur permit aussi d'entretenir une campagne antigouvernementale tout au long des années Allende, exhortant les citoyens à manifester leur opposition de toutes les manières.*»

Listes d'arrestations et programme économique

Comme les Etats-Unis se trouvaient de plus en plus attirés par l'idée d'un coup d'Etat militaire, ils concentrèrent leur action sur la forme à donner au futur régime. Le rapport sénatorial mentionne que la C.I.A. finança « en 1973, pour plus de 75 %, les travaux d'un organisme de recherche au service de l'opposition ». **Le rapport ajoute que cet organisme fournit** « régulièrement du matériel économique et technique aux partis d'opposition et aux groupes privés. La plupart des projets de loi préparés par les parlementaires de l'opposition furent en réalité rédigés par le personnel de cet organisme de recherche »

Ce centre de recherche financé par la C.I.A., l'Institut d'études générales, rédigea, entre autres, la loi sur le contrôle des armes présentée au Congrès par le démocrate Juan de Dios Carmona et appuyée par M. Frei ; cette loi fut utilisée par les militaires pour occuper les usines, intimider les travailleurs et renforcer le contrôle militaire sur la société dans la perspective du coup d'Etat.

L'Institut d'études générales fut chargé d'établir les plans économiques de la junte militaire — plans qui ont plongé l'économie chilienne dans un état de dépression et d'inflation désastreux. Le rapport sénatorial note, au sujet des activités de la C.I.A. au Chili après le coup d'Etat : « Un autre objectif, atteint en partie grâce aux travaux réalisés par l'organisme de recherche avant le coup d'Etat [l'Institut d'études

générales], fut d'aider le nouveau gouvernement à organiser et mettre en place une politique nouvelle. Les archives montrent que les collaborateurs de la C.I.A. participèrent à la préparation d'un plan économique général initial qui servit de base aux décisions économiques les plus importantes de la junte. »

La référence à ces « *collaborateurs de la C.I.A.* » n'est pas assez claire pour savoir s'il faut compter parmi eux le grand patron actuel de l'économie, M. Jorge Cauas, ou son prédécesseur, M. Leñiz, ou d'autres économistes de l'école de Chicago. Il est possible que le rapport se réfère à eux tous. L'aptitude de la C.I.A. à contrôler et à élaborer les mesures économiques prises par la junte tient au fait que, selon le rapport sénatorial, « *dès janvier 1972, les services* [de la C.I.A.] *avaient réussi leur pénétration en son sein* [au sein du groupe de militaires qui avait des chances de réussir un coup d'Etat], *et le contact était établi. La C.I.A reconnait avoir eu dans les trois armes des « atouts »* [des agents] *comprenant des officiers généraux, supérieurs et subalternes en activité, des officiers généraux en retraite et de simples soldats* ».

C'est la C.I.A. qui assura la direction des préparatifs du coup d'Etat. Comme le note le rapport sénatorial, « *pendant la période 1970-1973, les services locaux* [de la C.I.A.] *recueillirent tous les renseignements opérationnels nécessaires dans l'éventualité* (sic) *d'un coup d'Etat : listes de personnes à arrêter, installations civiles et personnalités nécessitant une protection, installations gouvernementales clés à investir ainsi que les plans d'urgence du gouvernement en cas de soulèvement militaire* ». Les protestations de la C.I.A., qui soutient que ces informations ne furent jamais communiquées aux militaires chiliens, sont absurdes si l'on considère le caractère étroit de leurs relations de travail et l'usage ultérieur qui fut fait précisément de ce type de renseignements dans le déroulement du coup d'Etat. Les sources bien informées de Washington ne prirent d'ailleurs jamais au sérieux les dénégations de la C.I.A.

En réalité, en assurant la direction logistique et politique du coup d'Etat, y compris les purges (« *listes de personnes à arrêter* »), Washington se trouva en mesure d'élaborer la politique économique et étrangère de la junte au mieux des intérêts américains. Selon les sources bien informées de Washington, le chef de la C.I.A. à Santiago, après avoir félicité son personnel pour le succès du coup d'Etat, affirma : « *La situation économique avait été analysée par nos meilleurs spécialistes.* »

La C.I.A. entreprit ensuite non seulement de justifier le coup d'Etat, mais aussi de susciter une propagande « *favorable* ». Le rapport sénatorial note : « *La C.I.A., à Santiago, s'assura l'accès à certains médias afin de pouvoir susciter un soutien populaire au nouveau gouvernement et également afin d'influencer ce dernier par l'intermédiaire des pressions exercées au niveau des mass media. Ces médias s'efforcèrent de présenter la junte sous l'angle le plus positif et d'aider les journalistes étrangers au Chili à obtenir des informations* (sic) *concernant la situation locale. De plus, deux collaborateurs de la C.I.A. aidèrent la junte à préparer un Livre blanc sur le changement de gouvernement au Chili. Le Livre blanc, publié par la junte peu après le coup d'Etat, fut écrit pour justifier le renversement d'Allende.* »

Coopération policière et écrasement économique de la bourgeoisie

Les liens étroits entre la police secrète (DINA) et la C.I.A. ont été mis en lumière par la visite, non annoncée, en août 1975 à Washington, de Manuel Contreras Sepulvedes, chef de la DINA. Le général Vernon Walters, officier de carrière appartenant à la C.I.A. et impliqué dans le coup d'Etat au Brésil de 1964, fut chargé de cette visite et organisa plusieurs rencontres avec des personnages influents à Washington. L'importance relative de la DINA apparut clairement à travers les efforts de la Maison Blanche pour garder le secret sur cette visite et par son refus d'autoriser toute enquête du Congrès.

Les sources bien informées de Washington affirment catégoriquement que M. Henry Kissinger continue d'accorder à Pinochet un soutien sans restriction — les Américains dans les banques internationales, tel M. Robert McNamara, ont reçu pour instructions (comme s'il en était besoin) de garder le robinet ouvert, indépendamment de la situation désastreuse dans laquelle se trouve l'économie ou du sort réservé aux droits de l'homme. Par ailleurs, les Etats-Unis s'opposent à toute action répressive à l'égard des membres de l'aile droite des démocrates-chrétiens tels que M. Frei, solution de rechange possible au cas où Pinochet serait renversé par des forces échappant au contrôle des Etats-Unis. Selon les assistants de M. Kissinger, la relève de Pinochet — s'il doit y en avoir une — devra être assurée par un militaire, bien que l'on puisse prévoir une coalition entre la « droite politique » et certains secteurs de l'armée.

A vrai dire, Pinochet a pu concentrer le pouvoir entre ses mains et éliminer ses rivaux au sein de la junte, tout en pratiquant une répression brutale qui exclut la grande majorité des Chiliens de toute participation, en partie grâce à l'influence et à l'appui des Etats-Unis au sein de l'appareil militaro-policier. La DINA a constitué un vaste réseau d'informateurs qui pénètre les autres secteurs de l'appareil d'Etat, rendant ainsi très difficile toute conspiration contre Pinochet. La DINA, de son côté, a travaillé depuis le début du coup d'Etat (et même avant) avec la C.I.A. en formulant des objectifs politiques et en modernisant les techniques de collecte des renseignements. C'est cet appui extérieur et cette organisation policière parallèle qui ont permis à Pinochet de survivre en dépit d'un vaste mécontentement qui se manifeste parmi ses partisans de 1973 et de rester insensible aux pressions d'importants secteurs de la bourgeoisie.

Depuis que les Etats-Unis ont renversé Trujillo en République Dominicaine et Diem au Vietnam, Washington a cessé de rechercher des solutions de rechange « libérales » aux dictatures de droite, de crainte d'enclencher, ainsi un « *multiplicateur de coups d'Etat* » qui pourrait provoquer une révolte de masse ou du moins affaiblir substantiellement l'appareil répressif. Cette politique se manifesta au Vietnam et au Cambodge par la décision de soutenir Lon Nol et Thieu jusqu'au bout — plutôt que d'engendrer l' « *instabilité* ». De même, en Bolivie et au Brésil, les Etats-Unis ont accordé un soutien inébranlable aux dictateurs en place et ont ainsi aidé Banzer à surmonter les nombreux problèmes qui, en d'autres circonstances, auraient depuis longtemps provoqué sa chute. De même encore, au Chili, la seule façon pour M. Frei de renverser Pinochet serait de faire appel à des forces nationales — l'armée et la bourgeoisie — et ensuite de se proposer aux Etats-Unis comme une solution « *responsable* ». Pour être acceptable et avoir à nouveau quelque influence sur ses mentors de Washington, M. Frei devrait certes démontrer son influence *face* à Pinochet, mais cette influence devrait être employée à discipliner les masses, à soutenir l'autorité établie et à contenir les forces de gauche.

Le contrôle complet exercé par Washington explique en grande partie pourquoi la junte s'est lancée dans une politique économique désastreuse pour l'écrasante majorité de la bourgeoisie chilienne qui ne partage plus le pouvoir avec les intérêts impériaux des Etats-Unis. La politique de Pinochet et de Cauas évince la bourgeoisie nationale et sape son pouvoir ; la construction a baissé de 50 %, la production industrielle de 20 % et la petite bourgeoisie est sur

le chemin de la ruine — mais le régime persiste dans sa politique parce que les forces qui le soutiennent sont ailleurs, à l'extérieur du pays. A la différence de M. Frei, qui essaya de concilier les intérêts du capital national et ceux du capital impérial par l'intermédiaire d'entreprises communes, de projets de « chilianisation » et de sociétés mixtes, le régime actuel poursuit une politique économique qui répond en priorité aux exigences des intérêts commerciaux et bancaires des Etats-Unis.

Quant à M. Kissinger, il soutient la junte en dépit du désastre économique actuel parce que, pour lui, l'important est de maintenir à tout prix le Chili à l'intérieur des « zones d'influence » des Etats-Unis, fût-ce au prix de la mort économique de la bourgeoisie chilienne. Aussi bien, la seule réprimande que Washington adressa au régime Pinochet se situa aux Nations unies, à la suite d'un timide effort de la junte pour se gagner l'appui des Arabes au Proche-Orient. Après la rebuffade américaine, Pinochet se rétracta immédiatement et s'excusa pour le vote chilien, illustrant ainsi sa dépendance totale à l'égard des Etats-Unis.

Le silence rompu

On s'explique alors pourquoi M. Frei finit par élever la voix contre la politique de la junte : il ne combat pas seulement contre la *désintégration* de son parti, mais pour la survie même de la bourgeoisie chilienne. Après deux ans de silence pendant lesquels le monde entier, consterné, assista aux exécutions massives de citoyens chiliens, M. Frei se décida enfin à dénoncer la « violation des droits de l'homme » ; cela au moment précis où la crise capitaliste atteignait un point particulièrement aigu.

M. Frei lui-même déclare que, tandis que la dictature militaire remplissait les prisons et assassinait des dizaines de milliers de Chiliens, « la démocratie chrétienne ne faisait rien d'autre que de se croiser les bras et de se tenir à l'écart, observant la tournure des événements »... En fait, de nombreux démocrates-chrétiens touchant M. Frei de près collaborèrent avec la junte. M. Frei lui-même appuya le coup d'Etat et ne prit le parti du « silence » que quand il ne se vit point invité à participer au pouvoir. Ainsi, lorsqu'il cherche à absoudre les démocrates-chrétiens des critiques venant de la junte, M. Frei ne fait en réalité que confirmer sa passivité devant la sanglante répression.

Mais le plus frappant, dans ce document, c'est ce qui est passé sous silence : à aucun moment, M. Frei ne critique l'appui et la collaboration des Etats-Unis qui permirent à Pinochet de prendre le pouvoir. Pas plus qu'il ne critique la meurtrière machine militaire responsable de la violation des droits fondamentaux et de la dégradation humaine. Les liens passés de M. Frei avec la C.I.A. et avec les intérêts économiques et politiques des Etats-Unis, ainsi que ses besoins futurs, ne lui permettent pas de remonter aux sources de la crise actuelle, résultat de la domination impérialiste. C'est pourquoi il trouve commode de fermer les yeux sur les origines du régime (les camouflant derrière des diatribes hystériques à l'égard du gouvernement Allende) et se contente de formuler des critiques à l'égard des mesures politiques qui ont défavorablement affecté la fortune de sa base électorale bourgeoise et petite-bourgeoise. Inutile de dire qu'il ne s'étend pas sur le rôle que ses collègues et lui-même ont joué dans la venue au pouvoir du régime actuel.

Qu'est-ce donc que M. Frei offre à la place de la politique de la junte et à qui s'adresse son appel ? L'idée centrale de l'analyse économique de l'ex-président est que l'Etat doit jouer un rôle actif pour favoriser le capital national chilien. Il sait que, sans une vigoureuse intervention de l'Etat, la bourgeoisie chilienne est incapable de réaliser les investissements nécessaires et que l'économie s'effondrera. Autour de cet argument, il s'efforce de mobiliser un large éventail de forces bourgeoises et petites-bourgeoises, le corps des officiers et toutes les forces politiques de droite qui reflètent les intérêts de ces secteurs et pourraient appuyer un retour à une forme de régime autoritaire militaro-civil. Tandis que M. Frei critique aigrement la mainmise étrangère sur des entreprises appartenant à la bourgeoisie chilienne et sur les entreprises d'Etat qui servent l'ordre traditionnel, il attaque également la stratégie « monétariste » anti-inflationniste imposée par les Etats-Unis, qui conduit les entreprises chiliennes à la faillite : « *Il ne suffit pas de contrôler l'inflation et, même en supposant que cela puisse se faire, il est nécessaire de savoir qui contrôle les instruments de base de l'économie, et ce que sera le rôle de l'Etat...* »

M. Frei pose des questions de classe fondamentales dans cette lutte pour la survie de la bourgeoisie nationale face à l'assaut impérial des Etats-Unis. Pour lui, l'Etat doit intervenir « *afin de stimuler une fois encore les entrepreneurs qui voient leurs entreprises paralysées et décapitalisées* ». Sa principale tactique est de diviser le Parti national, l'armée et la bourgeoisie, séparant la minorité qui a soutenu la politique actuelle et en tire des bénéfices de la majorité qui en pâtit. Faisant remarquer la nature dépendante de ces couches, M. Frei démontre que la junte accroît leur isolement, tandis qu'un gouvernement démocrate-chrétien conduit par lui obtiendrait davantage d'aide. Dans son appel à la bourgeoisie, il souligne les fâcheuses conséquences économiques engendrées par la façon de gouverner de la junte : l'isolement international, affirme-t-il, doit « *tout particulièrement préoccuper le Chili, parce qu'il se traduit par un manque de coopération économique, un manque d'occasions fondamentales pour sortir de la situation critique actuelle, situation que nous payons par une diminution du revenu...* ».

Pour les secteurs de la bourgeoisie qui ne seraient pas séduits par ces perspectives, M. Frei évoque l'inquiétant scénario d'une révolution radicale de masse imminente qui, affirme-t-il, résulterait inévitablement d'une oppression fasciste prolongée. Le choix pour la bourgeoisie, selon lui, est entre un changement pacifique et un soulèvement des masses prêtes à se venger des purges sanglantes.

Les principaux groupes financiers

EN 1975, la junte a utilisé plus de 20 % des recettes extérieures du Chili pour effectuer le règlement de ses dettes ; l'évaluation actuelle du montant de ces règlements se monte à 45 % des recettes extérieures. Ainsi que le montre le récent prêt de la Banque mondiale (février 1976) de 33 millions de dollars, la junte peut compter, parmi ses principaux soutiens, sur les administrateurs, nommés par les Etats-Unis, des banques « internationales » — en l'espèce M. McNamara.

Conjointement avec les banques « internationales » contrôlées par le gouvernement des Etats-Unis, deux autres groupes ont apporté leur appui à la junte ; l'oligarchie financière privée chilienne et les banques privées étrangères. Dans les deux cas, l' « appui » des groupes financiers est lié à leur possibilité de capter les ressources industrielles et financières importantes du pays. La mainmise de ces groupes financiers sur les secteurs stratégiques de l'économie chilienne ne peut pas être sous-estimée.

Le plus puissant des groupes financiers qui soutiennent la junte et qui bénéficie le plus largement de sa politique est la Banco Hipotecario de Chile (B.H.C.). Elle a des intérêts répartis à peu près également dans tous les secteurs de l'économie : dans le domaine financier et les assurances, elle contrôle les principales entreprises — Nacional Financiera S.A. et Consorcio de Seguros Lloyd de Chile (la troisième du Chili) ; dans les mines, elle « participe » à Minera Pudahuel Ltd et à Sociedad Minera lo Prado ; dans l'industrie, la B.H.C. a des participations dans de nombreuses sociétés industrielles totalisant plus de 50 millions de dollars. Ces sociétés comprennent CORESA, premier fabricant de compresseurs de la région andine ; Vitroquimica, qui produit de l'émail et de la céramique pour les appareils électriques ; Sociedad Electroquimica Fensa e Hitachi, qui fournit la plupart des batteries à piles sèches ; Industria Procesadora de Acero, fabricant de moules en acier. Plus important encore, avec l'aide de la junte, la B.H.C. a investi des capitaux dans deux sociétés, FENSA et MADEMSA, et a favorisé leur fusion. Ces sociétés contrôlent près de 85 % du marché local des appareils ménagers — les ventes en gros des compagnies fusionnées se montaient à 34 millions de dollars. La fusion a créé un monopole absolu pour la B.H.C. et, avec la protection de la junte, le monopole a réduit la main-d'œuvre, qui passe ainsi de quatre mille à deux mille cinq cents ouvriers.

A côté de l'oligarchie financière chilienne, un certain nombre de banques étrangères ont rivalisé pour tirer avantage de la dépendance de la junte et de sa politique favorable à leurs intérêts. En tête se trouve la First National City Bank (F.N.C.B.) ; en échange de prêts dont elle avait désespérément besoin après le coup d'Etat, la junte a autorisé la F.N.C.B. à ouvrir son propre établissement financier (Adelantos y Creditos) et sa succursale. La Bank of America agit également sur l'économie locale par l'intermédiaire de ses propres établissements financiers, recueillant l'épargne locale et prêtant de l'argent à des taux lucratifs (13,5 % *par mois*) ; parmi ses clients : la Central Bank, la compagnie aérienne nationale et l'entreprise sidérurgique CAP, dont l'Etat est propriétaire.

La poule aux œufs d'or financière n'est pas exclusivement aux mains des Etats-Unis : la Banco Union, dont le siège est à Caracas, déploie une grande activité par l'intermédiaire de son établissement financier Financiera Cash, spécialement dans le domaine lucratif du crédit à l'achat de voitures ; la Deutsche Sudamerikanische Bank d'Allemagne de l'Ouest (D.S.B.) a fourni 20 % du capital à la Banco Unido de Fomento, qui est la plus grande banque pour le développement (*sic*) du Chili. Le total des lignes de crédit de D.S.B. au Chili se monte à 100 millions de dollars. Enfin la Banco do Brasil a augmenté son capital au Chili de 2,4 millions de dollars, finançant la plupart des affaires d'import-export du Chili avec le Brésil et accordant des lignes de crédit aux plus grandes entreprises chiliennes (CAP, ENAMI, Industrias Forestales, etc.).

Les énormes profits que réalisent ces groupes financiers chiliens et étrangers sont en relation directe avec les liens étroits qu'ils entretiennent avec la junte, et constituent la base même de cette entente. La tâche de M. Frei serait d'essayer d' « étendre » son influence aux classes moyennes ainsi qu'à l'oligarchie non financière sans nécessairement mettre en danger les structures financières dont dépendent un si grand nombre d'industriels, clients potentiels de sa politique. En attaquant la politique de la junte, il doit également se préparer à négocier et à satisfaire les exigences des groupes financiers extérieurs ou faire face à l'effondrement de son projet économique. A cause de ces manœuvres délicates, M. Frei apparaît « indécis », il doit poser au « démocrate » tout en rassurant les élites financières et économiques qui soutiennent l'économie du pays. Ainsi, en dépit de la précarité de la situation économique de la junte et de son isolement interne et international, M. Frei et l'opposition bourgeoise ne peuvent pas et ne veulent pas lancer une attaque de front contre leurs ennemis politiques.

La « démocratie rénovée »

Alors que M. Frei ne cesse de se référer à la liberté et à la démocratie, sa définition d'une « démocratie rénovée » emprunte largement au modèle gaulliste autoritaire et à la dictature bipartite de type colombien. En rejetant la libre concurrence des forces politiques, M. Frei marque son entrée dans les voies de l'autoritarisme. Sa description du passé démocratique ressemble fortement à celle que pourrait faire n'importe quel conservateur partisan de la répression : « Les Chiliens ne veulent pas retourner au passé. Ils ne veulent pas de l'inflation ni du retour aux désordres de rue, à une politisation morbide de tous les aspects de l'activité, aux insultes systématiques, aux attaques vulgaires et à une presse dont le langage salit la nation. »

De toute évidence, M. Frei se pose en arbitre suprême pour déterminer à quel moment le droit de se rassembler s'identifie au « désordre de rue », **à quel moment l'action politique devient** « morbide » **et à quel stade la critique politique** « salit la nation ». **Il continue son analyse par une attaque des syndicats qui ont été** « politisés à l'extrême ». **De même, il déplore la perte de la** « discipline » **et de l'** « autorité » **dans les universités et propose que ces dernières redeviennent exclusivement des lieux d'** « étude » **et d'** « échange d'idées ».

Il est clair qu'en dépit d'une rhétorique démocratique, l'esprit de ces propositions concrètes se prête à une solution profondément autoritaire car, dans des élections libres, la grande majorité des travailleurs et de nombreux étudiants rejetteraient les vues de M. Frei. A la recherche de références historiques pour son propre modèle d'autoritarisme, M. Frei cite le régime de de Gaulle comme « *un exemple très important* », qui fit face à de grands problèmes « *dans le cadre de la Constitution et de la loi et trouva le moyen de créer des institutions nouvelles et des normes juridiques qui permirent à la France de sortir de sa situation critique...* ». M. Frei affirme sa conviction que la « *démocratie d'aujourd'hui* » ne peut pas être la même qu'avant 1970. Il se tourne vers l'armée pour qu'elle l'installe comme le « sauveur » : « *Les forces armées sont conviées à faciliter cette tâche ; elles sont les institutions permanentes dans la vie du pays et, comme telles, ne peuvent pas s'identifier à un régime particulier quel qu'il soit ni à quelque formule sociale et économique particulière.* » Une telle politique implique un exécutif centralisé autoritaire partageant le pouvoir avec l'armée et fondé sur une alliance entre les démocrates-chrétiens et le parti national.

Commentant son appel pour une intervention militaire en vue d'éliminer Pinochet, M. Frei compte sur un changement venu d'en haut, à l'initiative des militaires : « *Nous devons concevoir cette proposition* (de coup d'Etat) *comme une obligation pour tous afin que la transition à ce système* (un régime de type Frei) *soit pacifique.* »

Il assure à l'avance aux généraux qu'il n'y aura pas de sanctions pour leur rôle sous le régime Pinochet : « *Cet effort* (le coup d'Etat contre Pinochet), *qui exige beaucoup d'intelligence, suppose que l'on ne se laisse pas aller à suivre ses passions aveugles, si compréhensibles soient-elles. Cela demande assurément une grande générosité.* »

De plus, M. Frei promet aux forces armées une participation importante dans le nouveau régime : elles « *doivent jouer un rôle primordial dans l'élaboration et l'exécution des plans de développement scientifique, technique, économique et social, puisqu'elles sont étroitement liées à la sécurité, à l'existence et à l'avenir du pays* ».

Le processus de changement que propose M. Frei implique la collaboration des élites économiques et militaires dans une « *transition pacifique* » (euphémisme qui désigne en fait un coup d'Etat) dans laquelle l'appareil répressif resterait intact, préparant le terrain à un régime plébiscitaire qui installerait des officiers aux postes politiques-clés ; le pouvoir politique serait partagé entre démocrates-chrétiens et parti national ; les partis de gauche seraient autorisés à « *exister* » (à « *s'exprimer* », même), mais ne devraient pas créer d'obstacles à l'exécution de la politique du régime. La « *nouvelle démocratie* » rejetterait les mesures « *populistes de redistribution* » et se montrerait favorable au développement de la production — la politique sociale et économique serait nettement orientée en faveur d'une exploitation du capital étranger et *national*. La restauration des droits politiques serait basée sur une participation restreinte — régime autoritaire qui tient la bride serrée aux partis politiques, réglemente les rivalités politiques, limite les débats et dicte les accords salariaux. Les droits politiques « formels » existeraient *de jure*, mais le pouvoir serait centralisé dans l'exécutif, qui appliquerait la loi avec vigueur mais sans arbitraire.

L'idée centrale des propositions de M. Frei à la bourgeoisie et à l'armée est qu'il se sent en mesure d'assurer l'ordre social (« *maintenir l'autorité* ») et de mettre au pas les classes inférieures sans les excès du régime actuel et, par conséquent, sans l'isolement extérieur. En ce qui concerne les partis de gauche, et spécialement le parti communiste, M. Frei n'offre pas une alliance formelle, mais accueille leur subordination à son programme d'autoritarisme gaullien et de modèle de développement bourgeois en échange de la promesse d'une éventuelle reconnaissance légale, à condition que ces partis continuent de dénoncer toute action directe comme « aventuriste » et qu'ils gardent leurs distances avec le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire). Le succès d'une telle formule dépend de la capacité de M. Frei d'unir les généraux et la bourgeoisie et de neutraliser l'opposition des Etats-Unis. L'ex-président avertit la bourgeoisie et les militaires que retarder un coup d'Etat qui installerait un nouveau régime sous sa direction, c'est perdre la possibilité « *d'une solution constructive et pacifique...* (et) *favoriser les extrémistes* ». Il en appelle à l'alliance de la droite parlementaire traditionnelle contre la droite dictatoriale :

« *Il y a des secteurs de droite qui n'ont pas accepté ces groupes* (droite pro-dictature) *qui se sont substitués à eux pour les représenter. Au cours de l'histoire, ces secteurs* (de droite) *ont démontré qu'ils sont capables de comprendre l'évolution des situations. Nous avons eu et conservons nos différences fondamentales (...), mais nous ne pouvons manquer de reconnaître le rôle que les vieux partis ont joué dans la création d'un gouvernement non lié à une personne et les progrès sociaux et économiques qu'ils ont maintes fois rendus possibles ; pour le prouver, il n'est que de passer en revue l'histoire de l'administration qui a précédé la mienne.* »

Pendant ce temps, tandis que M. McNamara et la Banque mondiale déversent des dizaines de millions de dollars pour soutenir l'économie chilienne défaillante, la C.I.A. demande aux membres du Congrès de ne pas impliquer M. Frei dans les accusations qu'ils portent à l'égard de ses services, « *parce que M. Frei représente la seule solution de rechange démocratique dont nous disposions* ». La C.I.A. a deux fers au feu : d'un côté, le soutien de la junte ; de l'autre, M. Frei, en cas de chute de cette dernière.

2. L'OBJECTIVITE DES MASS-MEDIA ? LA C.I.A. SAIT S'EN SERVIR.

Les échecs enregistrés par l'armée américaine au Vietnam ont amené, assez tôt, les responsables militaires des Etats-Unis à mettre au point un programme d'urgence pour détecter et éviter la propagation de ce que Walter Rostow appelait le "cancer du communisme". Pour le Dr Theodore Vallence, alors directeur des opérations spéciales de l'armée, la guerre psychologique devait, en termes de rapport coût-efficacité, donner de meilleurs résultats pour la "défense du monde libre" que la guerre conventionnelle (1).

Le Chili, dont le mouvement communiste était le plus structuré d'Amérique latine, devint alors un terrain d'expérimentation privilégié. Pour la réalisation de l'étude connue sous le nom de "projet Camelot", les experts du Pentagone obtinrent, dans un premier temps, le concours de la communauté universitaire américaine et notamment des spécialistes en sciences sociales. Lorsque les chercheurs prirent conscience que les données collectées et les scénarios d'intervention mis au point pouvaient fort bien s'appliquer à un pays comme le Chili, le programme passa sous le contrôle de la C.I.A.

<u>La cible: Les femmes de la petite bourgeoisie</u>

La campagne présidentielle de 1964 permit de roder les nouvelles techniques élaborées: une "cible" précise fut retenue: les femmes de la petite bourgeoisie (2). Le battage publicitaire organisé à cette occasion se proposa deux objectifs:

1) Connecter avec le communisme les peurs et anxiétés du groupe-cible choisi;

2) Identifier le candidat de l'Unité Populaire comme instrument du communisme international.

□ □

Si la C.I.A. détermina ces thèmes, ils furent mis en oeuvre par les agences de publicité Mc Cann-Erickson et J. Walter Thompson, qui orchestraient par ailleurs la campagne du président sortant Eduardo Frei (3). Cette répétition générale répondit si bien aux espoirs des promoteurs de la campagne - les femmes "visées" apportèrent massivement leurs voix au candidat démocrate-chrétien - qu'ils décidèrent de la reconduire, sur une plus grande échelle, à partir de 1970. Les "libéraux" du département d'Etat, d'abord hostiles à cette nouvelle intrusion de l'armée et de la C.I.A. dans le domaine de la politique étrangère, virent tout le profit qu'ils pouvaient tirer, à des fins de propagande, d'un tel programme: l'exemple chilien, ou comment sauver un pays du communisme sans utiliser le napalm (4).

En guise de "déclaration de guerre" pour ce conflit d'un nouveau style, le journal de Santiago, El Mercurio, publia le 1er juin 1970 un montage de photos qui occupait un quart de page: devant le palais présidentiel qui figurait en arrière plan, trônait un tank soviétique frappé du sigle U.R.S.S. avec l'emblème de la faucille et du marteau. La légende indiquait: "Un gouvernement pro-communiste ouvrira les portes du Chili à ces tanks". La mobilisation de tous les médias permit un intense "pilonnage" idéologique des positions de la gauche, qui fut longtemps paralysée par l'ampleur de l'offensive. En voici quelques exemples:

- publicité de presse: photo d'une exécution accompagnée du commentaire: "Voilà le communisme" et surmontée d'un gros titre: "Voulez-vous sauver le Chili du communisme?" Signé: Chile Javen (Jeunesse du Chili);
- publicité radio: tir de mitraillette. Une femme crie: "Les communistes ont tué mon fils". Voix masculine: "Ceci pourrait arriver si le Chili devenait communiste". Voix féminine: "Ceci était un message d'Action Femme."

Outre ce type d'annonces, un faux questionnaire rédigé sur papier à en-tête de l'Unité populaire fut envoyé à des centaines de milliers de ménages des classes moyennes. Il demandait aux destinataires d'inventorier en détail les appareils ménagers en leur possession, de préciser le nombre de

□ □

pièces vides dans leur appartement et d'expliciter les raisons qui les conduiraient à accepter ou refuser de partager leurs richesses avec les pauvres du pays après la prise du pouvoir par la gauche. Le document s'achevait ainsi: "Ce questionnaire sera ramassé par un représentant officiel de la réforme urbaine du gouvernement d'Unité populaire" (5).

Le 24 août 1970, la Chambre des députés publiait le résumé d'un rapport sur les pratiques d'"Action Femme" et de"Chili Joven". Il attribuait la principale responsabilité de ces actions à l'agence de publicité Andalien et à la chaîne de journaux El Mercurio. L'agence de publicité Andalien avait été organisée par M. Salvador Fernandes Zegers, un directeur d'El Mercurio. Les livres de comptabilité de l'agence révélaient les noms des principaux souscripteurs: les compagnies américaines qui possédaient des intérêts dans les mines de cuivre chiliennes, le groupe El Mercurio et un certain "Charlie", dont l'apport était de 600,000 dollars. On identifiera plus tard "Charlie" comme l'un des noms de code de la C.I.A.

Le groupe El Mercurio, le complexe d'information le plus puissant du Chili, comporte un réseau de journaux (les trois principaux quotidiens de Santiago et sept publications provinciales), des stations de radio, des agences de publicité et une agence de presse. Appareil stratégique idéal pour une guerre psychologique, la C.I.A. ne se priva ni de l'utiliser ni même de l'investir. Les rôles de ses trois agents à l'intérieur du groupe étaient précisément définis: M. Enno Hobbins, ancien rédacteur à Life, était chargé des questions financières; M. Alvaro Puga assurait la coordination des thèmes de propagande avec le bureau central de la C.I.A.; enfin, M. Juraj Domic K. se chargeait de la réalisation (6). Un profond changement d'aspect du journal coïncida avec ces nouvelles prises de responsabilité. El Mercurio sortit sur cent vingtpages au lieu de quarante, et la "une" se couvrit de photos et de titres "accrocheurs". Le journal d'information virait à la propagande antimarxiste la plus grossière. Les subsides ne manquèrent pas à ses dirigeants pour assurer cette reconversion. El Mercurio aurait bénéficié de près de la moitié de la totalité des sommes investies par la C.I.A. au Chili (7). Tout cela n'empêcha pas le président Gérald Ford, devant l'assemblée générale de l'ONU, de justifier le rôle de la C.I.A. dans le renversement du gouvernement d'Unité Populaire par "la menace que le gouvernement d'Allende faisait peser sur les médias d'information de l'opposition"...

□ □

Couverts au plus haut niveau, les responsables de la guerre psychologique purent, durant plus de trois ans (juin 1970 - septembre 1973), se livrer à la manipulation de l'information. Ils le firent en respectant une savante progression. Durant les premiers mois de leur campagne, ils se contentèrent de mettre en avant des thèmes alarmistes. Par exemple: "Des gauchistes menacent un supermarché" (8). L'article se souciait peu d'établir la réalité de l'événement; il indiquait qu'un propriétaire non identifié d'une chaîne non identifiée de super-marchés avait déclaré à un reporter non identifié du Mercurio que des gauchistes avaient proféré des menaces contre son entreprise. Qu'importe l'imprécision: bien des lecteurs se contentent de parcourir les titres des journaux.

L'escalade de la "désinformation"

Peu à peu, la manipulation atteindra le stade de la "désinformation" systématique, dont l'objet est d'introduire dans les communications de l'"ennemi" de fausses informations, censées être les siennes, afin de créer la confusion (9). Ainsi, l'édition d'El Mercurio du 27 juillet 1973 annonçait en gros titre: "Interview exclusive: le leader des guérilleros biliviens révèle qu'ils ont tué Elmo Catalan". Or le président bolivien venait de déclarer dans une conférence de presse que le journaliste chilien Elmo Catalan et sa femme avaient été tués par la C.I.A. à Cochacomba, en Bolivie. Le titre d'El Mercurio servait donc à falsifier la nouvelle en imputant le meurtre aux révolutionnaires.

Puis, la "désinformation" se resserra autour d'un nouveau groupe-cible: les forces armées. Dans les semaines qui précédèrent le coup d'Etat du 11 septembre 1973, la moitié des titres d'El Mercurio concernaient une prétendue "provocation des partis de gauche contre les forces armées". L'escalade atteint son apogée avec la mise en avant d'une "menace imminente de putsch communiste" et des risques de "décapitation" des forces armées. L'utilisation volontairement ambiguë du terme "descabezar" (décapiter) pouvait suggérer au lecteur aussi bien une mise à la retraite anticipée des principaux chefs militaires que leur liquidation physique.

□ □

A ce stade, les techniciens de la guerre psychologique ont cessé d'innover pour emprunter une voie déjà utilisée en 1965 à Djakarta. Le "modèle indonésien" a fait ses preuves: cinq cent mille "communistes" ont payé de leur vie le complot que la C.I.A. avait fomenté pour eux: un plan secret d'infiltration subversive des forces armées indonésiennes est découvert à temps; il permet d'identifier le parti communiste indonésien (P.K.I.) comme un instrument de la Chine rouge; des armes "trouvées" dans des caisses chinoises étiquetées "matériel de construction" fournissent l'élément matériel de la conjuration en cours; il ne reste plus qu'à laisser s'exprimer le légitime courroux d'une armée qui croit avoir miraculeusement échappé à une tentative d'anéantissement.

La version chilienne de ce scénario est une réplique assez fidèle des évènements de Djakarta: le parti communiste chilien tentait de "noyauter" les forces armées pour le compte de l'U.R.S.S.; des armes ont été introduites dans le pays à l'intérieur de caisses cubaines; selon ce plan "Z" qui fut heureusement "détecté avant le 11 septembre par le renseignement militaire", les milices de l'Unité populaire auraient procédé aux exécutions de civils, tandis que la garde présidentielle aurait abattu les principaux chefs militaires.

Grâce à l'utilisation d'un ordinateur, ce plan "Z" fut personnalisé: chaque officier contacté pouvait trouver, sur la copie qui lui était montrée, son nom ainsi que celui de sa famille sur la liste des victimes désignées. On imagine l'état de tension auquel était soumis ces officiers. Familiarisés pour la plupart avec les manuels d'instruction préparés par le Pentagone - manuels où la conspiration communiste internationale figure en bonne place, - on leur apportait alors la "preuve" matérielle de cette conspiration dont ils devaient eux-mêmes faire les frais.

Par ailleurs, les pressions se multiplient. Des femmes manifestent devant les casernes. Elles jettent des plumes et du grain aux officiers qu'elles traitent de "poules mouillées", tandis qu'El Mercurio appelle inlassablement les forces armées à réagir. Le légalisme a ses limites: le premier jour de la réaction militaire, deux milles personnes furent assasinées. Le nombre - encore provisoire - des victimes se chiffre aujourd'hui à plus de vingt milles.

□ □

Au total, la C.I.A., dans cette guerre psychologique, a dépensé des millions de dollars pour tenter d'avertir les Chiliens des risques qu'ils encouraient: navires de guerre étrangers dans le port de Valparaiso, Congrès dissous, journaux fermés, crise économique, camps de concentration, atmosphère de terreur. Ces sombres prédictions de la C.I.A. sont effectivement devenues réalité... depuis le 11 septembre 1973.

Le Monde Diplomatique, mai 1977

Notes

(1) Auditions de la commission des affaires étrangères de la Chambre, sous-comité sur les organisations et mouvements internationaux. "Behavioral Science and the National Security" rapport no 3, 1966.

(2) William Broe, chef des opérations clandestines de la C.I.A., identifie les femmes comme le groupe clé des opposants à Allende, lors des auditions du Sénat. "Multinational Corporations and American Foreign Policy: I.T.T. and Chile", vol. I, p. 57

(3) John Frappier, "Advertising in Latin America", NACLA Newsletter, no 4, vol. III, juillet-août 1969, p. 10

(4) Bernard Collier, "E. Frei tente une révolution sans poteau d'exécution", New York Times Magazine, 19 février 1967

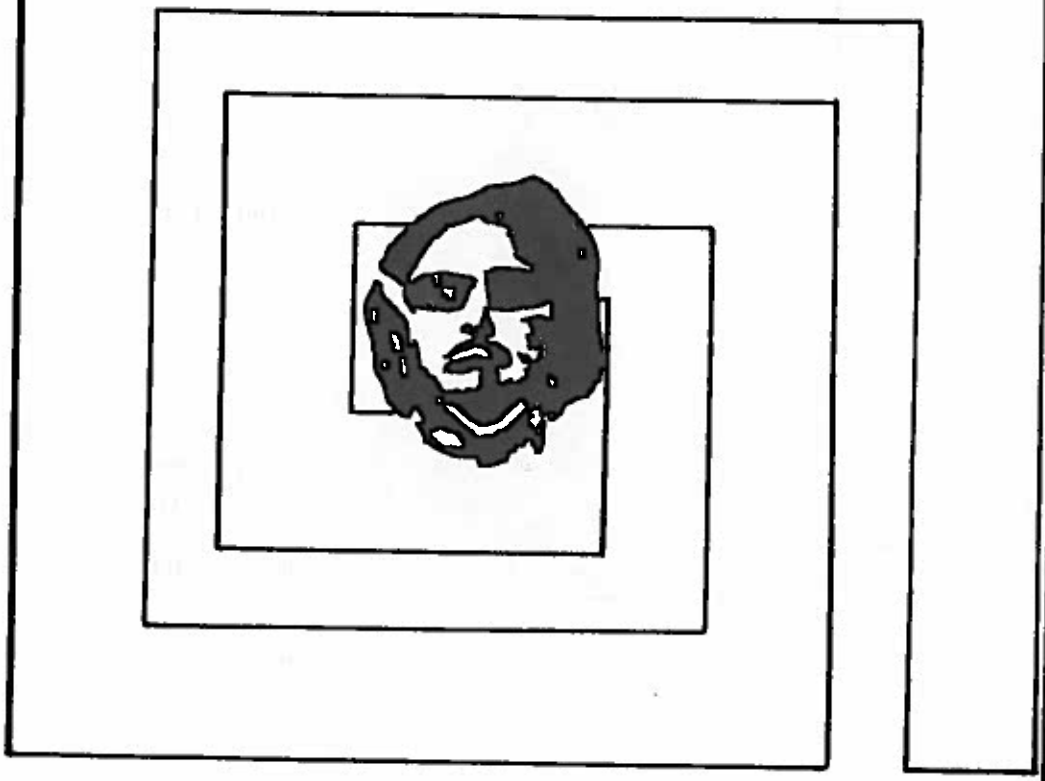
(5) Eduardo Labarca Goddard, "Chile al Rojo", Universitad Tecnica des Estado, Santiago-du-Chili, 1971

(6) NACLA, "Latin American and Empire Report", octobre 1973, juillet-août 1974, octobre 1974

(7) Time du 30 septembre 1974, p. 21

(8) El Mercurio du 5 juillet 1970. Le même thème fut repris dans El Mercurio des 9 octobre 1972 et 26 janvier 1973

(9) Dans sa lutte contre la nouvelle gauche américaine, le F.B.I. a repris cette technique à son compte (programme Cointelpro).



Le COMITE QUEBEC-CHILI prépare actuellement un document d'accompagnement du film

LA SPIRALE

Le document:

- reprendra l'explication de l'analyse de classe du film
- complètera l'information du film sur les évènements au Chili

EN VENTE à partir du 1er JUILLET 1977

BOLIVIE

UN ENDROIT STRATEGIQUE POUR
L'IMPERIALISME:
LE FUTUR AEROPORT DE VIRU-VIRU

- 70 millions de dollars. 45 kilomètres sur 20 de superficie: la Bolivie aura l'aéroport le plus étendu d'Amérique latine, situé dans un endroit stratégique au coeur même du pays et du continent latino-américain.

- Au mois d'août, le gouvernement doit signer les derniers contrats pour la construction de cet aéroport à 12 kilomètres de la ville de Santa-Cruz, château fort de la croissante bourgeoisie agro-industrielle nationale. Les travaux dureront trois ans.

- Il faut ici relever le danger le plus évident que cela comporte: les Etats-Unis "considèrent cet aéroport comme étant une base aérienne militaire stratégique où ils pourront stationner leurs bombardiers B-52 et d'où ils pourront contrôler facilement les régions voisines"(1).

- Dans cette même région que le Che avait choisie comme point stratégique à partir duquel il espérait étendre son grand projet historique de Libération sur tout le continent latino-américain, les forces impérialistes s'installent maintenant, toujours décidées à étendre et à maintenir leur grand projet de Contre-Révolution contre les peuples de ce même continent.

---

(1) Centre d'Information Bolivie- Bulletin SAGO, Belgique.

L'IMMIGRATION DES RACISTES BLANCS D'AFRIQUE AUSTRALE.

. En plus de refléter l'entière soumission du gouvernement bolivien aux gouvernements impérialistes par l'intermédiaire, dans ce cas du CIME (Comité Intergouvernemental des Migrations Européennes), cette lettre reflète bien le racisme inné de la classe dominante bolivienne, la négligence chronique des intérêts et du progrès des masses boliviennes de race indienne en majorité. Les "précautions" que l'on prend pour que les racistes blancs se "sentent comme chez eux" en Bolivie, contrastent dramatiquement avec les "précautions" que l'on prend pour garder l'immense majorité du peuple en marge du développement. Il suffit de voir la situation actuelle du paysan bolivien devant travailler des terres épuisées, isolées, divisées en petites parcelles ne produisant même pas le minimum vital. Il suffit de voir chaque année quelques 70,000 paysans obligés à immigrer au nord de Santa-Cruz pour chercher du travail et survivre, fournissant une main d'oeuvre presque gratuite à la croissante industrie capitaliste de la région, soit pour les récoltes du coton, dans les plantations de canne à sucre, pour le défrichage des terres et forêts, soit comme débardeurs ou salariés permanents. Il suffit de voir les conditions dans lesquelles ils doivent travailler, les abus constants et les salaires infimes qu'ils reçoivent pour comprendre ce qui se passe.

. L'immigration des racistes blancs d'Afrique Australe en Bolivie relève donc avant tout d'une planification politique et stratégique plus que d'un simple "transfert" d'expérience, de technologie et de capitaux". La bourgeoisie nationale, de concert avec les bourgeoisies impérialistes, tend ainsi à créer une nouvelle "Bolivie blanche" étrangement semblable à l'"Afrique blanche" qui, elle, est en train de s'effrondrer. Nous assistons encore une fois au processus de concentration des richesses naturelles, des terres les plus fertiles, des industries, des capitaux aux mains d'une minorité raciste et exploiteuse, cela, au détriment de l'immense majorité du peuple.

RAPPORT DE LA REUNION DU 6 JUIN DU COMITE QUEBEC - CHILI

Le Comité avait invité des militants qui s'étaient toujours montrés intéressés à travailler au soutien de la Résistance chilienne. Nous nous sommes retrouvés une soixantaine de chiliens et de québécois. A l'ordre du jour, on retrouvait:

1. campagne Noranda
2. situation de la Résistance
3. définition du Comité Québec-Chili et de ses tâches
4. présentation d'hypothèses de travail et d'organisation (cf. ci-joint).

Il s'agissait d'abord de donner l'information pertinente à tous pour amorcer une nouvelle collaboration. Malheureusement la présentation des différents points a été longue et il n'a pas pu y avoir de débats sur chacun.

Malgré cela, nous pouvons dire qu'il y a eu un consensus sur la nécessité de continuer le travail pour mieux s'organiser et pour pouvoir analyser et dépasser les problèmes que nous rencontrons chacun dans nos milieux. Il a été souligné que la conjoncture a changé depuis '73-'74, que dans certains milieux de travail, il est plus difficile de travailler étant donné qu'il n'y a plus d'outils d'information locaux, que souvent les structures syndicales ont été rétrécies et que le gauchisme a nui considérablement au travail de solidarité avec les travailleurs chiliens et latino-américains. Cependant il est vital que le travail se développe vers la base, parmi les travailleurs et pas seulement au niveau des superstructures syndicales.

De plus, l'on a souligné la nécessité de tenir compte de l'ensemble des luttes qui se mènent en Amérique latine et de ne pas se cantonner au Chili, comme si c'était une île.

Il y aura une prochaine rencontre en août pour discuter des tâches à faire et pour voir plus en détail comment on peut mieux les articuler aux besoins de la Résistance et à notre réalité.

Ajoutons que le Comité Québec-Chili et trois organisations de la gauche chilienne se sont mis d'accord pour organiser conjointement des activités de solidarité pour septembre '77. Lors de la réunion du mois d'août un projet d'activité sera présenté.

HYPOTHESES DE TRAVAIL ET D'ORGANISATION
COMITE QUEBEC-CHILI - 6 juin 1977

1. Nous présentons des hypothèses de travail et d'organisation du Comité Québec-Chili dans le but de réaliser plus adéquatement les tâches de soutien à la Résistance populaire chilienne que nous nous sommes fixées.

2. Nous partons de la constatation suivante: de nombreux militants syndicaux et de groupes populaires déjà sensibilisés au soutien de la Résistance populaire n'hésitent pas à poser des gestes concrets d'appui lorsqu'ils sont sollicités par le Comité. Cependant, ces actions sont ponctuelles, faites de façon quasi individuelle et il n'y a aucun lieu où ces militants peuvent se rencontrer pour échanger sur ce qu'ils ont fait et saisir mieux la nécessité de continuer. Il est donc nécessaire que le Comité soit organisé de façon à permettre à tous de se rencontrer de temps à autre pour faire le point mais aussi pour que le temps et les énergies militantes de chacun soient utilisés au mieux en sachant qu'elles sont comptées, que tous ont des tâches et responsabilités dans d'autres organisations.

3. Nous proposons donc que les militants se regroupent dans des équipes de travail selon leurs disponibilités et intérêts pour faire un travail spécifique et qu'à tous les deux mois, il y ait une rencontre générale de tous pour faire le point, débattre des problèmes et acquis et avancer dans notre travail.

   Cependant, ces équipes doivent fonctionner selon les disponibilités réelles des militants. C'est-à-dire que si plusieurs militants peuvent se réunir une fois dans le cadre de telle ou telle équipe, on doit le faire et chercher à utiliser au maximum cette rencontre.

EQUIPES DE TRAVAIL ET DE TÂCHE

1. Equipe du bulletin "Chili-Québec Informations" - mensuel d'information et d'analyse sur le Chili, l'Amérique latine et les liens avec le Québec
   - rédaction des articles
   - recherche de documents écrits et visuels
   - traduction français-anglais-espagnol
2. Diffusion du Bulletin
   - diffuser X no. du Bulletin chaque mois.
3. Equipes d'intervention dans les syndicats locaux
   - " les groupes populaires
   - " les écoles secondaires
   - " les CEGEPS et les Universités.

   Pour chacune de ces équipes, il s'agit de voir à diffuser le matériel approprié pour le travail d'information, d'ouvrir les portes, de trouver les méthodes pour intéresser ces milieux et trouver des poteaux pour les tâches à faire.
4. Equipe qui propose, cherche et met sur pied différents moyens pour ramasser de l'argent pour la Résistance. Par ex., production d'objets: disques, macarons.
5. Equipe de production d'un document pour un travail spécifique
   - un diaporama sur la Résistance aujourd'hui
   - un document d'accompagnement pour l'utilisation du film "La Spirale".
6. Equipe qui fait de la recherche et produit des dossiers sur le mouvement syndical chilien et latino-américain.
7. Equipe qui constitue une Banque d'archives visuels
   - photos
   - diapositives
   - affiches.
8. Equipe qui prépare des activités spéciales, comme celles de septembre.

CHILI-QUEBEC INFORMATIONS

No. sept.	- Le Mouvement ouvrier et la Résistance	.50
No. spécial nov.	- La crise du système capitaliste et la Résistance chilienne et latino-américaine	.25
No. déc.	- Le Fascisme est le dernier recours de l'impérialisme... P. Vuskovic	.50
No. mars-avril	- Le Canada profite-t-il des coups d'Etat?	.50
Chili '76	- Faim et Résistance	.25

- La crise de l'impérialisme et la Révolution chilienne et latino-américaine, textes du MIR, 1976 — 1.00
- La lutte au Chili forge l'unité contre la dictature, A. Pascal, 1976 — .50
- Qu'est-ce que le MIR, Comité central du MIR, 1974 — 1.00
- Petite-bourgeoisie et Révolution, ERP-Argentine — 1.00

SERIE: AMERIQUE LATINE AUJOURD'HUI

- L'histoire de la CEDOC — .50
- Impérialisme culturel et éducation populaire en Amérique latine — .50
- Les Unions américaines: complices des "Boss" et de la C.I.A. en Amérique latine — .50
- Bolivie: Dictature militaire et Résistance — .50

FORMULAIRE D'ABONNEMENT AU BULLETIN DU COMITE QUEBEC-CHILI

☐ Abonnement: 1 an : $10.00

☐ Réabonnement: 1 an : $10.00

Je désire recevoir régulièrement les publications mensuelles.

Ci-joint $10._____en espèce _____chèque _____mandat

Veuillez les envoyer à:

Nom:

Adresse:

Code postal: Tél.:

Je suis intéressé(e) par (numérotez vos préférences de 1 à 5)

- Analyses de la conjoncture au Chili et en Amérique latine
- Informations sur la situation au Chili et en Amérique latine
- Dossiers thématiques par ex.: L'éducation au Chili
  La Résistance syndicale
- Textes d'organisations politiques chiliennes et latino-américaines
- Informations sur le travail de solidarité avec le Chili ici et ailleurs

Retournez au: COMITE QUEBEC-CHILI
356 est, rue Ontario, Montréal, Qué. H2X 1H8.